

Le boycott en tête, le casse-tête macédonien envoyé au Parlement

MACÉDOINE Le « oui » s'est imposé au référendum sur le nom du pays

- Les Macédoniens devaient se prononcer sur l'accord avec la Grèce, préalable à l'entrée dans l'Otan puis dans l'UE.
- Les opposants à l'accord avaient appelé au boycott. Et l'abstention est arrivée en tête.
- La bataille se déplace au Parlement. Elle sera âpre.

C'est un revers ! Mais ce n'est pas la fin de l'histoire...

Malgré un accord de réconciliation jugé historique, scellé en juin par les Premiers ministres macédonien Zaev et grec Tsipras. Malgré l'investissement sans précédent d'un aéropage de responsables européens, américains et de l'Alliance atlantique débarqués en force au cours des dernières semaines à Skopje. Malgré la perspective sérieuse d'une adhésion rapide à l'Otan puis à l'Union européenne, le référendum organisé en Macédoine ce dimanche a massivement été boycotté par la population, plongeant le pays, divisé à l'extrême, dans une nouvelle incertitude.

Démission, élections

En cas d'échec du référendum, le chef social-démocrate du gouvernement macédonien avait promis, fin août, qu'il démissionnerait. Dimanche soir, une poignée de minutes après la fermeture des bureaux de vote, Zoran Zaev, tout sourire, a toutefois salué « un succès » :

un « succès pour la Macédoine européenne. Indépendamment du boycott lancé par le leadership de VMRO (l'opposition de la droite nationaliste, NDLR), je m'attends à ce que la majorité des votants aient voté en faveur » de l'accord de juin. Depuis l'indépendance en 1991 de l'« Ancienne république yougoslave de Macédoine », la Grèce, dont un tiers du territoire porte aussi le nom de Macédoine, conteste à Skopje l'usage de cette appellation. Et bloquait tout rapprochement de son voisin avec l'UE et l'Otan.

Les Macédoniens étaient invités aux urnes pour répondre à la question : « Êtes-vous pour l'adhésion à l'Union européenne et à l'Otan, en acceptant l'accord entre la République de Macédoine et la République de Grèce ? » Sans le mentionner explicitement dans la question, cet accord prévoit un changement de la Constitution pour renoncer au nom « Macédoine », qui devrait désormais être affublé de la précision géographique « du Nord ».

Vers 22 h 30, un échantillon de 70 % des bulletins de vote dépouillés indiquait une victoire écrasante du « oui » (91 %) pour 6 % de « non ». Fort de ce « succès », Zaev a déjà pressé l'opposition de soutenir cette majorité au Parlement. Faute de quoi, a-t-il promis, le pays filerait droit vers des élections anticipées. Le commissaire européen aux Négociations d'élargissement Johannes

Hahn s'est aussi empressé de saluer ce vote « très significatif », signe d'un « large soutien » à l'accord et à l'intégration euro-atlantique du pays. Et d'appeler déjà « tous les leaders politiques à respecter cette décision »...

Mais la bataille au Parlement risque d'être âpre, et longue : la réforme consti-

tutionnelle doit être soutenue par une majorité des deux tiers - la majorité au pouvoir devra chercher l'appui de neuf voix supplémentaires (sur un total de 120 élus). Entre-temps, le leader du VMRO Hristijan Mickoski a déjà jugé que le résultat du référendum, « un échec profond », était un vote contre l'accord avec la Grèce et contre Zaev lui-même (nul doute cependant que les élus du VMRO, membre du PPE européen - Juncker, Tusk, Merkel, etc. - seront soumis à forte pression...).

« Consultation non contraignante »

Quelque 623.147 Macédoniens ont participé au scrutin. Soit un taux de participation faiblard de 34 %. Également, la barre des 50 % devait être atteinte, soit 903.000 voix. Mais il est de notoriété que le registre électoral, jamais mis à jour, est truffé de personnes... décédées ou exilées. A Skopje, une source autorisée nous disait la semaine dernière que le chiffre officiel de 1.806.000 électeurs est supérieur... au nombre total d'habitants ! Dans les cercles proches du pouvoir et favorables à l'intégration dans l'UE et l'Otan, la barre des 600.000 votants était ainsi jugée nécessaire pour que Zaev puisse déclarer légitime le vote à cette « consultation populaire non contraignante ».

Reste que l'appel au boycott a été massivement suivi. Personne ne pouvait d'ailleurs croire que la mobilisation serait record, autour de ce que les plus enthousiastes qualifient de meilleur accord... « possible », avec la concession majeure accordée à la Grèce d'un changement de la Constitution. C'était devenu l'enjeu n°1 de ce référendum : quel allait être le taux de participation, après que le président de la République (au perchoir de l'ONU !) et les pontes du VMRO se sont lancés dans ce combat. Dimanche soir, les deux camps criaient... victoire. ■

PHILIPPE REGNIER